

ALEAS ET PERIPETIES DE L'IDEE EUROPEENNE EN MARCHÉ : QUELLES ANALYSES GEOPOLITQUES ET GEOSTRATEGIQUES GLOBALES ?

*Professeur Christian Daudel
Université Jean Monnet - Saint-Etienne France*

**
*

En introduction, je voudrais placer cette réflexion sur l'intégration européenne sous le double parrainage de deux grands penseurs en géopolitique et géostratégie, deux hommes libres. L'un est roumain, l'autre est français. Nicolae Titulescu, grand diplomate et grand humaniste a défendu durant toute sa carrière, la paix, le dialogue et l'harmonie entre les hommes et les Etats. Dans le même sens, et avec autant d'intelligence, Raymond Aron, grand philosophe politique s'est appliqué toute sa vie à réfléchir sur le monde moderne. L'un et l'autre nous invitent à comprendre l'existence politique des hommes et les chantiers qu'ils mettent en œuvre. En la matière, l'idée européenne est un parfait domaine d'application pour nous tous.

« 2004, 2005, 2006, 2007 » : Dans le calendrier récent de la construction européenne, les années se suivent et ne se ressemblent pas. Chacune apporte une caractéristique différente des autres, selon une continuité toute relative, dans le processus d'intégration européenne. Depuis 1989, que de transformations géopolitiques en Europe ! Que d'avancées manifestes ! Que d'événements inattendus ! Que de perspectives prometteuses ! 2004, c'est l'élargissement mémorable de l'Union européenne, avec l'intégration d'une partie des anciennes démocraties populaires de l'ex-pacte de Varsovie. L'Union européenne compte alors vingt-cinq membres. 2005, c'est la procédure de ratification d'un traité instituant une Constitution européenne et les deux référenda en France et aux Pays Bas où le vote Non s'impose largement, annonciateur de doutes et de crises en Europe. 2006, année en cours, où l'idée européenne semble ne plus faire rêver, dans un contexte de mondialisation éprouvante pour les économies nationales et les citoyens. 2007, année attendue où la Roumanie, avec la Bulgarie, sera enfin et justement, membre à part entière de l'Union Européenne.

Pour le temps présent, la réflexion sur l'intégration européenne ne peut être que géopolitique (avec ses déclinaisons géostratégique, géoéconomique, géofinancière) si l'on veut prendre toute la mesure du projet historique de l'Union des Etats en Europe. Car le projet de l'Union européenne est bien d'ordre géopolitique. D'où la nécessité de l'approcher à différentes échelles : l'échelle des régions européennes, l'échelle des Etats-membres, l'échelle de l'ensemble de l'Union actuelle ; l'échelle du monde.

La construction européenne n'est pas une seule modalité technique, ni une seule modalité administrative, ni une seule modalité politique au sens politicien du terme. C'est un phénomène géopolitique de première ampleur, complexe, multi-dimensionnel . Avec comme immense enjeu, une orientation sans précédent du destin de différents peuples européens, à hauteur de plus de 450 millions de citoyens, de nationalités très différentes, d'histoires nationales à la fois distincte et mêlée, de coutumes et de traditions diverses et aussi des appartenances culturelles et philosophiques communes. Bref, un vrai kaléidoscope géographique, un patchwork sociétal, que l'idée européenne se propose d'animer, de solidariser, de faire vivre ensemble par delà les tragédies et les drames du passé, par delà les rancoeurs et les méfiances. Dans un esprit humaniste qui faisait dire à Antoine de Saint-Exupéry, l'écrivain aviateur, l'auteur du Petit Prince, « Ami, si tu es différent de moi, loin de me nuire ta différence m'enrichit ».

La réflexion que nous proposons est donc fondamentalement, inévitablement géopolitique. Avec une définition de la géopolitique qui s'impose : « La géopolitique est un savoir penser l'espace, appliqué à une double intention d'intelligibilité du monde en devenir et d'intervention possible dans ses destinées. La géopolitique s'enracine et se ressource dans la géographie et dans l'histoire. La géopolitique est un mode d'analyse et de raisonnement, évolutif dans le temps, l'espace et les intentions. La géopolitique concerne l'étude de la dynamique des territoires et des sociétés humaines, à des fins de compréhension et d'explication de leurs logiques. A l'encontre de toute pensée déterministe, la géopolitique peut évoluer avec profit vers une prospective critique »

Il nous faut savoir penser la géographie de l'Europe, son histoire, son poids et son rôle dans le monde. Ainsi pour réfléchir sur la construction européenne et sur l'intégration européenne, faut-il faire œuvre d'historien, de géographe, d'économiste, de juriste, de stratège et de politicien, tout à la fois car la problématique est globale et les logiques indissociables. De fait, nous nous inscrivons dans une approche pluridisciplinaire,

avec le souci de prendre en compte le point de vue aussi bien de l'individu en tant que tel, que la collectivité dans son ensemble, dans un esprit parfaitement démocratique, respectueux des convictions de l'Autre.

Je tiens ici le discours d'un universitaire mais aussi d'un citoyen français. Mon discours est sans doute très différent du discours de citoyens roumains, hongrois, polonais, allemand, espagnol, italien ou anglais. Cela est une évidence. Car nous pensons à partir de ce que nous sommes, d'où nous sommes et à partir des convictions qui nous animent. Perception subjective donc, même si elle s'appuie sur des éléments très objectifs.

Cela est nécessaire à préciser au préalable. Pour réaffirmer que les citoyens en Europe peuvent et doivent penser par eux-mêmes, librement, de manière responsable et démocratique, sans se laisser imposer un quelconque discours officiel sur l'Europe, son profil et son avenir, de la part de ceux que l'on nomme habituellement et sans beaucoup de complaisance parfois les « technocrates de Bruxelles ». Les thèmes de la construction européenne et de l'intégration européenne doivent être abordés dans le respect de la souveraineté des peuples concernés, dans la pratique effective de la citoyenneté de chacun, dans la conduite exigeante de la démocratie pour tous.

Dans cet esprit, cinq questions essentielles et prioritaires peuvent être abordées, pour éclairer de manière complémentaire, la problématique de l'intégration européenne aujourd'hui:

- Première question : *Comment a été perçu, par les citoyens, le projet de traité établissant une constitution européenne (consolidation de l'idée européenne ou carcan institutionnel) ?*

- Deuxième question : *Comment les Etats-membres de l'Union européenne pensent-ils leur défense (Europe atlantiste ou Europe autonome) ?*

- Troisième question : *Comment la logique de la mondialisation interfère-t-elle dans la dynamique de l'Union (Europe sociale ou Europe ultra-libérale) ?*

- Quatrième question : *Comment la Commission européenne de Bruxelles envisage-t-elle les frontières de l'Europe et les perspectives d'élargissements successifs (Europe européenne ou très Grande Europe) ?*

- Cinquième question : *L'Union européenne doit-elle être construite sous la forme d'Etats-Unis d'Europe (modèle strictement fédéral) ou sous la forme d'une association d'Etats-nations (modèle plutôt confédéral) ?*

Ces cinq questions sont certes très générales. Mais elles concernent, au premier chef, tous les pays et tous les citoyens de l'Union européenne. Les Roumains dès à présent doivent se sentir concernés par les grandes thématiques qu'elles induisent. Car c'est autour de ces cinq questions que doit se développer la réflexion sur la problématique de l'intégration européenne. Intégration européenne de la Roumanie ou intégration de la Roumanie dans l'Union européenne ? Deux intitulés qui ne veulent pas dire exactement la même chose. D'un côté on se place du point de vue de l'Union européenne. De l'autre on se place du point de vue de la Roumanie. Mais dans les deux cas, le problème ne doit pas se réduire à une approche technique. Le problème est avant tout géopolitique, pour l'Union et pour le nouvel Etat membre.

**

*

- Première question : *Comment a été perçu, par les citoyens, le projet de traité établissant une constitution européenne (consolidation de l'idée européenne ou carcan institutionnel) ?*

L'année 2005 a été marquée par le NON français (54,6%) et par le NON néerlandais (56,5%), à l'occasion d'un référendum sur le projet de traité établissant une constitution européenne. Le Luxembourg devait voter OUI (56,5%) et l'Espagne également (77% mais avec une très faible participation électorale). Ailleurs en Europe, la population n'était pas consultée mais seulement les parlements votaient.

Quelles que soient les explications des votes, il apparaît ainsi que les citoyens en Europe peuvent s'opposer aux orientations actuelles de l'Union européenne, et qu'ils peuvent également être d'un avis différent de leurs représentants parlementaires. Un décalage est mis en évidence entre les élites (plutôt pour le OUI) et les peuples (plutôt pour le NON). Hubert Védrine, ex-ministre des Affaires étrangères, en France, parle de « désastreux fossé » entre les élites au pouvoir et les populations.

Jusqu'à présent, et majoritairement, c'étaient les parlements qui avaient décidé de l'orientation européenne plus que les peuples souverains. Lors de la ratification du traité de Maastricht, lorsque le peuple avait émis des votes négatifs, comme au Danemark ou en Irlande, on avait organisé un deuxième vote pour obtenir un accord des citoyens.

En terme d'intégration européenne, la constitution proposée a été perçue comme anti-démocratique et anti-sociale. Ce texte de 482p., illisible par le citoyen moyen, a été rejeté en France et aux Pays-Bas, parce qu'il semblait priver le peuple de sa souveraineté inaliénable et rendre irréversibles les orientations politiques générales de l'actuelle Commission européenne.

Lors de cette consultation électorale en France, il n'y eut pas de clivage Gauche-Droite. Des partisans du OUI et des partisans du NON se retrouvaient à l'intérieur même de tous les partis politiques

Raisons et arguments évoqués par les partisans du OUI :

- le renforcement de l'Union européenne face aux grandes puissances (52%) dans le contexte de mondialisation.
- la poursuite de la construction de l'Europe (44%) et l'idéal humaniste qu'elle représentait.
- la place renforcée de la France en Europe (42%) après le très mauvais traité de Nice (fin 2000 – début 2001).

Raisons et arguments évoqués par les partisans du NON :

- le bilan très négatif du passage à l'Euro, avec une très forte augmentation des prix.
- un élargissement à 25 mal assimilé (aucun débat, aucune consultation électorale). Un élargissement mal compris (pourquoi les pays baltes et pas la Roumanie ? pourquoi la Slovénie et la Slovaquie et pas la Croatie ?)
- une absence totale de débat sur la candidature de la Turquie et sa perspective d'adhésion (les peuples étant mis devant le fait accompli).
- la menace des délocalisations et les dégâts de l'ultra libéralisme (dumping social pour 34% des citoyens), avec la crainte d'une augmentation du chômage (pour 46% des citoyens).
- un grand déficit démocratique et d'écoute de la part des responsables politiques.
- les intérêts de l'Europe sacrifiés aux multinationales.
- la propagande d'Etat pour forcer les citoyens à voter OUI, avec un chantage insupportable pour les Français :
 - chantage à la marginalisation de la France en Europe,
 - chantage à la guerre,
 - chantage à la fin de l'Europe,
 - chantage à la crise économique en France.

La manipulation et l'intoxication politique étaient à son comble. Ce qui a profondément déplu aux citoyens du pays de la Grande Révolution de 1789 et des droits de l'homme.

Phénomène nouveau : l'Europe ne fait plus rêver à l'Ouest. La majorité des Français se reconnaissent comme Européens. Ils sont pour la construction de l'Europe, mais ils sont désormais globalement opposés à l'Europe que leur propose la Commission européenne. Les citoyens français se sont sentis forcés à voter OUI. Les citoyens français n'ont pas accepté d'être culpabilisés s'ils votaient NON. Ils ont refusé une manipulation politicienne et médiatique évidente et scandaleuse. Ils ont rappelé que le peuple était souverain. Ils ont rejeté le totalitarisme Soft de la Commission européenne (non consultation populaire la plupart du temps et enregistrement seulement par les parlements nationaux, nouveau référendum pour obtenir l'accord populaire après un refus). On fait voter le peuple jusqu'à ce qu'il dise OUI, ou bien on se passe de consultation populaire.

Rappelons que lors de la ratification du traité de Maastricht, en 1992, la France avait déjà organisé un référendum (OUI à 51,01% avec 69,7 % de participation), dans un contexte politique très favorable au président François Mitterrand à l'époque.

Le texte proposé dans le traité de constitution, en 2005, n'a pas été perçu comme étant une constitution mais plutôt comme un véritable programme politique. Un vrai carcan où tout est écrit de manière définitive et irréversible, puisqu'il est prévu de révision de la Constitution seulement à l'unanimité des Etats membres. La majorité des NON a cette signification de donner un signal fort à la Commission européenne, pour qu'elle comprenne ses erreurs et qu'elle oriente autrement la construction d'une Europe des peuples, avec des citoyens responsables, actifs et souverains.

Aujourd'hui, l'Europe est dans une crise profonde : A qui la faute ? Certains disent que c'est à cause de la France et des Pays Bas, que l'Europe est en crise. D'autres disent que c'est à cause des « technocrates de Bruxelles », lesquels fonctionnent de manière autoritaire, dogmatique, totalitaire, en voulant imposer un modèle d'Europe, sans demander l'opinion des peuples.

En fait, la Commission européenne n'a jamais posé les vraies questions, ni aux Etats-membres, ni aux différents peuples. C'est pour cela d'ailleurs que l'on dénonce parfois le fonctionnement anti-démocratique de l'Union.

Le NON français et le NON néerlandais au projet de constitution européenne doivent être écoutés et compris. Pour que vive l'Union. Les deux referenda ont eu lieu depuis presque un an. Et pour le moment, les leçons de ces deux événements majeurs n'ont pas été tirées correctement ni au niveau national, ni au niveau européen.

Comme l'avait prédit Jean Monnet : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ses crises » Alors l'espoir demeure.

**
*

- Deuxième question : *Comment les Etats-membres de l'Union européenne pensent-ils leur défense (Europe atlantiste ou Europe autonome) ?*

Le thème de la défense et de la sécurité des pays européens pose le problème le plus important mais aussi le plus difficile à résoudre aujourd'hui pour l'Union européenne. La défense et la sécurité sont obligatoirement des révélateurs :

- des intérêts communs ou non entre les pays européens
- d'une vision commune ou non du monde
- d'une appréciation commune ou non des menaces et des risques.
- d'une coopération commune ou non à se protéger.
- d'une volonté commune ou non à agir pour la paix ou pour la guerre si celle-ci s'impose.
- d'une solidarité indéfectible ou non en temps de crises ou de drames majeurs.

Le thème de la défense et de la sécurité en Europe soulève ainsi des problèmes d'une immense complexité et d'une extrême difficulté.

Quatre problèmes peuvent être identifiés en référence :

- au passé en général, le problème des histoires nationales, des traditions géopolitiques et des cultures géostratégiques très différentes. La France ou le Royaume uni ont toujours été très fortement concernées par les questions militaires et le niveau des armements, en tant que puissances mondiales.

- au souvenir de la guerre froide en particulier, le problème des perceptions souvent très douloureuses de la présence soviétique, du pacte de Varsovie et des démocraties populaires. La Pologne, l'ex-Tchécoslovaquie (aujourd'hui Tchéquie et Slovaquie) et la Hongrie sont les plus chauds partisans de l'OTAN.

- à des visions du monde très contrastées sinon opposées et incompatibles, le problème de l'indépendance, de l'autonomie ou de la dépendance.

- à des conceptions de défense et de conduite de la guerre, le problème de l'acceptation ou du refus de l'armement nucléaire.

Quatre problèmes qui dégagent quatre critères principaux à prendre en compte et à croiser pour expliquer la position géopolitique et géostratégique des pays européens :

- 1- *le critère de la taille* des pays et de leur niveau de puissance. Le destin militaire des nations.

- 2- *le critère de l'appartenance* à l'Est de l'Europe ou à l'Ouest de l'Europe. Le souvenir de la guerre froide.

- 3- *le critère de la perception* maritime ou de celle continentale. Le rapport aux Etats-Unis, la réalité de l'Europe médiane (Mittel Europa), la proximité de la Russie.

- 4- *le critère d'engagement* financier pour la défense (budget militaire).

La plupart des petits pays de l'Union européenne sont majoritairement peu sensibles à l'existence d'une Europe de la défense autonome et s'en remettent à la protection américaine par l'intermédiaire de l'Otan et de l'Alliance atlantique. Ils sont peu disposés à financer un budget militaire élevé. Certains conservent leur statut de neutralité (Autriche, Finlande, Irlande, Suède)

La plupart des pays de l'Europe dite de l'Est (ex-démocraties populaires) accordent une grande importance à la sécurité et à la défense, mais ne croient pas à une défense européenne autonome et crédible. Face à la Russie qu'ils perçoivent toujours comme potentiellement dangereuse. Ils appellent toujours de leurs vœux une protection américaine et affichent des opinions atlantistes très favorables à l'OTAN et à l'Alliance atlantique.

Une majorité des Etats de l'Union, exceptées la France et le Royaume uni, sont plus ou moins opposés à l'armement nucléaire, avec une contradiction surprenante : ils refusent la protection nucléaire française et acceptent la protection nucléaire américaine. Presque tous les pays européens sont atlantistes et parviennent mal à accepter l'idée d'une défense suffisante de l'Europe par elle-même. Même l'Italie ou l'Espagne. Le Royaume uni, l'Allemagne et la France constituent des cas particuliers :

- Le Royaume Uni affiche un destin toujours insulaire. Une île toujours plus atlantiste qu'europpéenne. Une puissance nucléaire, inconditionnelle des Etats-Unis d'Amérique.
- L'Allemagne développe davantage une perception géopolitique et géostratégique centre européenne (Mittel Europa). Le souvenir de la Deuxième guerre mondiale et de la guerre froide est encore prégnant. L'Allemagne est encore peu intéressée, aujourd'hui, à l'esprit de défense, à la réflexion militaire et à la volonté stratégique.
- La France, une puissance militaire incontestable. Une stratégie de la dissuasion nucléaire. Depuis 1990, la France œuvre au sein de l'Alliance atlantique à la construction d'un pilier européen, au sein de l'Union européenne, à la mise en place d'une capacité européenne de gestion des crises, au sein du couple franco-allemand, au renforcement de la coopération militaire et à la mise en place du corps européen.

Depuis 1998, avec la double évolution de la France et du Royaume uni, la France dépasse la contradiction entre défense européenne et OTAN, en prenant acte du rôle de l'Alliance atlantique dans la sécurité

européenne ; et le Royaume uni lève son veto à l'idée d'une défense européenne autonome. Les progrès de l'Europe de la Défense se traduisent par la création de l'agence européenne de l'armement. L'Europe de la défense devient une nécessité car le monde et l'Europe ont changé. En 1999, les 15 ont décidé de créer une force de réaction rapide capable de mission humanitaire et d'évacuation, de maintien de la paix, de gestion des crises et de rétablissement de la paix.

L'objectif de l'Union européenne n'est pas de créer une armée européenne mais de mettre en commun des forces pour mener des opérations militaires dans le cadre intergouvernemental de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Il ne s'agit pas d'assurer la défense des territoires européens. Celle-ci relève des politiques nationales de défense d'une part, et de l'OTAN d'autre part. Il s'agit seulement de peser dans la gestion des crises.

Aujourd'hui, quel bilan tirer de l'Europe de la sécurité et de la défense ? L'Europe reste une « puissance douce » selon l'expression d'un géopoliticien Joseph Nye. L'Union Européenne est toujours dépourvue de capacité de coercition. La PESD souffre d'un déficit stratégique, sans véritable concept stratégique européen. Les Européens n'ont pas les moyens militaires de leurs ambitions. La priorité des pays d'Europe de l'Est demeure l'alliance atlantique. Pour eux la défense européenne est un complément utile seulement s'il est compatible avec l'OTAN. La défense européenne n'est jamais une priorité. Au moment où l'Alliance atlantique s'étend vers l'Est, Janez Drnovsek, président de Slovénie prévient : « La défense européenne est importante mais elle ne doit pas concurrencer l'OTAN ».

Depuis plus de vingt ans, chaque élargissement de l'Union a reposé le besoin d'une révision géostratégique. D'où l'impression d'une fuite en avant permanente. L'Europe a enregistré deux échecs considérables lors des grandes crises dans les Balkans en 1992, et au Proche Orient en 2003. Dans la première, l'Europe s'est révélé incapable d'intervenir et a sollicité l'OTAN. Dans la seconde, malgré l'opposition de l'Allemagne et de la France à la deuxième guerre du Golfe, la majorité des Etats membres de l'Union a suivi la politique américaine et a envoyé des soldats en Irak.

Dans ce contexte, l'émergence d'une Europe –puissance mondiale- est-elle loin d'être assurée. Le pôle moteur reste la France et le Royaume uni, en essayant d'entraîner une Allemagne qui traîne les pieds dans ce domaine et de convaincre le trio –Espagne, Italie, Pologne, de se rallier- Une mission impossible ? Dans le même sens les difficultés sont grandes d'une solidarité industrielle dans le domaine de la défense et de la sécurité en Europe, comme vient de le souligner la 12^e Conférence annuelle Défense/aéronautique, réunie à Paris, le 27 avril 2006. « Quelles stratégies politiques et industrielles pour une Europe de la défense compétitive ? » Quelles attentes ? Quels obstacles à lever ? Quelle réponse à l'industrie d'armement américaine et celle des pays émergents ? Quels axes de coopération franco-britannique, et franco-allemande ? Quelles avancées pour la construction de l'Europe de la Défense ?

Les Etats membres ne sont toujours pas d'accord sur le profil et le rôle de l'Europe comme puissance mondiale. Entre le projet d'une Europe européenne autonome et celui d'une Europe atlantiste, de fait, vassale des USA, le choix bascule pour longtemps semble-t-il, pour le second.

Quand on compare le développement de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide, et les élargissements successifs de l'Union européenne depuis cette époque, on est frappé par la corrélation des adhésions à l'une et à l'autre des deux organisations. Comme si un lien existait entre l'adhésion à l'OTAN- organisation militaire (d'essence géostratégique) et l'entrée dans l'UE – organisation civile (d'essence géopolitique). Et le président de Georgie, Mikhaïl Saakachvili d'avouer : « L'OTAN est un ticket d'entrée dans l'Union européenne ». Quelles significations trouver à cette corrélation, si corrélation il y a ? Quelles réflexions produire et quels débats engager ? Quelles conclusions en retirer ?

En 2006, L'Europe consacre moitié moins d'argent à sa défense que les Etats-Unis, avec pour conséquence une puissance militaire dix fois moindre. Ce qui contraint Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense en France à formuler : « L'Union Européenne a un rôle particulier à jouer pour faire avancer la paix et la sécurité internationale. Il nous faut travailler ensemble pour construire l'Europe de la défense. Même si l'OTAN reste la pierre angulaire de la défense commune de l'Europe ».

**

*

- Troisième question : *Comment la logique de la mondialisation interfère-t-elle dans la dynamique de l'Union (Europe sociale ou Europe ultra-libérale) ?*

Historiquement, la Communauté économique européenne (CEE) avait développé l'idée forte du marché commun. Depuis quelques années, la mondialisation fait souffler un vent de libéralisme voire d'ultra-libéralisme économique en Europe comme ailleurs.

Dans le processus actuel de la construction européenne, les libéraux, favorables à un grand marché ouvert, ont pris le pas sur les partisans d'une Europe sociale. L'idée de la préférence communautaire devient caduque. La dérégulation en Europe menace les protections sociales alors que les citoyens en Europe occidentale

(français notamment) pensaient qu'elles seraient renforcées avec l'Union européenne. Le thème mobilisateur de l'Europe sociale s'effondre de lui-même.

La politique agricole commune (PAC), unique politique commune en Europe est désormais très critiquée parce que très coûteuse, et menacée d'être supprimée. Les agriculteurs français, principaux bénéficiaires, en seraient les grands perdants.

Les grandes firmes industrielles européennes, plus sensibles à l'échelle mondiale qu'à l'échelle européenne, s'affrontent, se concurrencent plus qu'elles ne coopèrent. Les exemples abondent. Les difficultés sont grandes pour concrétiser une solidarité industrielle dans le domaine de la défense et de la sécurité en Europe. Le rapport aux Etats-Unis d'une part (question tabou), et le contexte industriel et financier de la mondialisation d'autre part interfèrent en permanence dans le projet de la construction européenne et en brouillent souvent les développements. Préférence européenne ou compétitivité mondiale : tel est le dilemme.

Des offres publiques d'achat (OPA), des fusions acquisitions sont conduites avec des firmes internationales non-européennes, au détriment souvent des firmes européennes du même secteur d'activités économiques.

- Exemple franco-français : Alcatel, géant des équipements en téléphonie, prend le contrôle de Thalès, entreprise française d'informatique de défense (missiles, satellites) et refuse de s'associer à EADS, (European Aeronautic Defense and Space) groupe européen à majorité franco-allemande (Airbus, Eurocopter, Ariane espace, satellites, missiles) pour mieux fusionner avec Lucent (entreprise américaine de téléphonie).

- Exemple britannique : Le groupe BAE Systems (numéro 1 européen de la défense) quittent Airbus et préfère développer sa stratégie de croissance dans l'industrie de défense avec les Etats-Unis. Le plus atlantiste des groupes européens veut garder un pied en Europe et un pied en Amérique. Sixième fournisseur du Pentagone grâce aux relations politiques privilégiées entre Londres et Washington. BAE Systems coupe des liens presque trentenaires avec l'industrie aéronautique civile européenne afin de poursuivre son développement dans le secteur militaire mais plutôt avec les Etats-Unis. Objectif du groupe : bâtir un groupe de défense transatlantique. Au détriment de son engagement européen. En 2005 déjà, BAE Systems s'était désengagé de l'Europe continentale en cédant sa filiale allemande Alias, (spécialisée dans l'acoustique sous-marine), à EADS associé à Thyssen-Krupp.

Les délocalisations industrielles, qu'elles se produisent en Europe ou ailleurs dans le monde, contribuent aussi à douter de la solidarité et de la coopération des entreprises européennes entre elles. Tout cela interpelle les citoyens en Europe.

Ces tendances capitalistes, financières, et économiques ruinent le rêve européen pour un nombre croissant de citoyens. Le doute sur l'intérêt de la construction européenne s'installe et aboutit à des réflexes de patriotisme économiques dans la population et même au niveau des gouvernements nationaux. Comment convaincre à nouveau les citoyens sans clarification économique. On avait promis une Europe sociale et c'est une Europe libérale, voire ultra-libérale qui se construit.

Vue des Etats-Unis, l'Europe est une partie du monde en stagnation économique délibérément choisie. Depuis le début du XXI^e siècle, la croissance des pays de l'UE est faible voire proche de zéro. Et pourtant, la déclaration de Lisbonne proclamait, il y a de cela quelques années, que l'Europe allait devenir la région du monde la plus compétitive en 2010. Que de désillusions !

Venue de l'extérieur, la mondialisation est ressentie comme un grand souffle déstabilisateur et destructeur par rapport à la construction et à l'intégration européenne. Certes, l'Europe ne doit pas se replier sur elle-même et s'isoler du monde. Mais la question se pose plus que jamais de savoir comment les Européens veulent et peuvent affirmer leur identité, leur solidarité, leur projet commun. Comment les Européens envisagent-ils de concrétiser un modèle économique particulier, des pratiques commerciales honorables, des stratégies de développement industriel et d'innovation scientifique. D'un point de vue économique et sociétal, l'Europe n'est pas l'Amérique ni l'Asie. L'Europe a des spécificités culturelles et philosophiques qui doivent lui permettre de s'épanouir, au quotidien de l'organisation de sa société, dans la vie de tous les jours pour sa population. L'Europe a déjà rejeté toute forme de totalitarisme. Mais aujourd'hui, l'Europe doit se prémunir de toute forme d'ultra-libéralisme, de toute forme de nationalisme, de toute forme de communautarisme. L'Europe doit s'inscrire dans son identité profonde pour promouvoir un modèle identitaire qui lui soit propre. L'Europe doit mettre en œuvre un mode de développement durable. L'organisation économique de l'Europe doit exprimer ainsi une écologie de l'Homme. De même que la France, au XIX^e siècle a donné au monde les droits de l'Homme, l'Europe au XXI^e siècle doit donner au monde la solidarité économique. Tel est le choix essentiel, vital, existentiel entre une Europe volontairement sociale et une Europe abandonnée à l'ultra-libéralisme tel qu'il se répand sur la planète.

**

*

- Quatrième question : *Comment la Commission européenne de Bruxelles envisage-t-elle les frontières de l'Europe et les perspectives d'élargissements successifs (Europe européenne ou très Grande Europe)?*

Le problème des limites de l'Europe est crucial. L'Europe : espace ou territoire ? La question reste entière. Une clarification géographique s'impose. L'Europe peut-elle être seulement une idée qui se répand et une perspective d'union extensibles à volonté, jusqu'à la Turquie ? Jusqu'à la Belarus ? Jusqu'à l'Ukraine ? Jusqu'au Caucase ? Jusqu'à Israël ? Jusqu'à l'Égypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, ou le Maroc ? Tel est pourtant aujourd'hui le plan de Bruxelles d'une très Grande Europe. Quel sens cela peut-il avoir ?

Si elle veut rester comprise par ses peuples et admise par eux, l'Europe doit être la synthèse de sa géographie, de ses territoires, de son histoire, de sa culture, de ses valeurs humanistes. Ou bien il s'agit de tout autre chose. Il faut avoir le courage de dire : « L'Union européenne aura des limites géographiques ». C'est normal. C'est nécessaire. Un jour, l'Union sera définitivement constituée dans un territoire bien tracé, bien délimité et reconnu comme tel. Au-delà des limites de l'Union, les relations de l'Europe avec ses voisins, ne se ramèneront pas à tout ou rien (c'est-à-dire à l'adhésion ou non). Les coopérations pourront être variées et plus ou moins étroites. Encore faut-il que le schéma en soit clair et net.

Le malaise n'est toujours pas dissipé entre une conception européenne de l'Union et une conception atlantiste. A ce propos, le discours du président américain W. Bush, à Istanbul, en juin 2004, n'a fait qu'amplifier la suspicion « Faire entrer la Turquie dans l'Union européenne prouverait que l'Union Européenne n'est pas le club exclusif d'une seule religion et ramènerait l'affrontement des civilisations, au rang de mythe en train de disparaître de l'histoire. Vous progressez rapidement vers le respect des critères d'adhésion. Ce rêve peut être réalisé par cette génération de Turcs. L'Amérique considère que la Turquie en tant que puissance européenne appartient de fait à l'Union européenne. Votre accession marquera aussi une avancée cruciale dans les relations entre le monde musulman et l'Occident parce que vous appartenez aux deux ». Difficile de ne pas comprendre que le souhait américain d'une Europe calquée sur une conception géopolitique et géostratégique de l'OTAN et de l'Alliance atlantique ne correspond plus aux intérêts des Européens eux-mêmes.

Sur la problématique des frontières, « Pour ou contre une très Grande Europe », Paris et Berlin s'oppose à Bruxelles. Depuis 2004, Bruxelles développe un plan pour une nouvelle politique de voisinage, pour une gigantesque zone de libre échange et un partenariat européen. Est-ce utopique ? Est-ce réaliste ? Est-ce souhaitable ? Est-ce durable ? Ce plan prévoit l'intégration de tout le bassin méditerranéen et la levée de toutes les barrières douanières en 2010 (Processus de Barcelone). Ce plan prévoit aussi d'inclure la Russie, l'Ukraine, la Belarus, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Georgie. Telle est la perspective d'un très grand marché commun, avec une intégration économique complète entre l'Union Européenne et tous ses voisins. Ainsi l'Europe affiche-t-elle une stratégie géographique expansionniste, celle de la proximité et du voisinage, avec des partenaires associés qui auront la possibilité dans l'avenir de poser leur candidature à l'entrée de l'Union, comme les traités leur en donnent le droit. Mais est-ce suffisant pour que cela soit légitime et pertinent d'un point de vue géopolitique et géostratégique ? N'y a-t-il pas confusion entre proximité / voisinage d'un côté, et élargissement / intégration de l'autre ? Questions incontournables, même si le commissaire allemand Günter Verheugen prévient que « Nous devons approfondir notre relation avec les pays de l'Est et les pays du Sud, afin d'éviter de nouvelles lignes de démarcation ».

Le plan de Bruxelles pour une très grande Europe (à l'instar du plan américain de Grand Moyen Orient) n'est-il pas un non-sens géopolitique, une vision utopique du monde, une intention stratégique cachée ? Les réticences de la France sur l'élargissement continu rejoignent celles de l'Allemagne. Comme l'a soutenu le Président Jacques Chirac : « Il y a des limites à la capacité d'absorption de l'Union européenne ». Après Paris, Berlin dénonce le danger de la fuite en avant d'un élargissement trop rapide et trop généralisé. En revanche, les Scandinaves, les Britanniques et les Méditerranéens sont tous défenseurs d'un grand élargissement.

Dans ce débat, la position diplomatique de l'Union Européenne n'est pas indemne de critiques. Les tensions et rivalités qui l'opposent désormais au Conseil de l'Europe révèlent deux conceptions différentes de la construction et de l'intégration européennes qui engagent aussi bien la problématique des frontières de l'Europe que la problématique de son organisation et de son fonctionnement interne. Le Conseil de l'Europe, plus politique et plus confédéraliste s'inscrit dans un dialogue entre les États-nations et un respect de leur identité. L'Union Européenne poursuit un but plus économique et plus fédéraliste avec l'objectif d'une Europe des régions organisée par Bruxelles.

**

*

- Cinquième question : *L'Union européenne doit-elle être construite sous la forme d'États-Unis d'Europe (modèle strictement fédéral) ou sous la forme d'une association d'États-nations (modèle plutôt confédéral) ?*

C'est ici la question centrale, la pierre angulaire de toute l'idée européenne et de ses développements. Question tabou s'il en est. Question qui n'a jamais été posée aux citoyens de l'Europe. Parce que c'est autour de

ce choix entre une Europe fédérale et une Europe confédérale que se joue la bataille décisive des deux conceptions actuelles de la construction européenne et de l'intégration européenne.

- o soit on veut imposer le projet fédéraliste pour une Europe fédérale, avec la disparition (ou la marginalisation) progressive des Etats-nations. Alors il faut éviter de demander l'opinion des peuples, car les peuples sont attachés à leur nation et n'acceptent pas la perte de souveraineté de leur pays en tant qu'Etat.
- o soit on demande démocratiquement l'avis des peuples, avec la possibilité de refus du projet fédéraliste, avec la préférence éventuelle pour une Europe plutôt confédérale, et la maintien d'une souveraineté des Etats.

C'est cette quadrature du cercle qui place aujourd'hui l'Europe dans une situation de crise. Alors on invente une formule magique et on parle, à l'instar de Jacques Delors qui en est l'auteur d'une Europe « fédération d'Etats-nations » (formule paradoxale en elle-même). Hélas, dans l'histoire des hommes et des sociétés, la magie des mots n'a jamais suffi à résoudre durablement les problèmes de géopolitiques et de géostratégies.

L'Europe et les Européens sont aujourd'hui victimes d'un dogme qui fait beaucoup de mal à tous. Ce dogme est ce que l'on peut appeler l'Européisme : Un dogme qui n'accepte aucune contestation,

- quels que soient les faits économiques, sociaux, politiques qui se produisent en Europe ou dans le monde.
- une idéologie dominante, hégémonique qui veut se substituer à toutes les façons historiques de penser sa nation, sa patrie, son pays. Ce qui pose un problème de patrimoine culturel et de mémoire collective.
- un renforcement maximaliste de l'intégration européenne, sans tenir compte de l'avis des peuples européens. Ce qui pose un problème de droit de l'homme, de démocratie collective, de souveraineté populaire.
- une évolution irréversible pour un fédéralisme intégral et des Etats-Unis d'Europe selon la formule consacrée de Victor Hugo au XIX^e siècle. Ce qui pose un problème de liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de leur destin dans l'avenir.
- une utopie d'essence totalitaire (totalitarisme soft) qui ne veut rien voir des évolutions géopolitiques et géostratégiques des différents pays d'Europe et du monde, qui ne veut ni écouter ni entendre les opinions des citoyens. lorsque celles-ci s'opposent au projet fédéraliste qui marque la fin de l'histoire pour les européens, puisque le modèle politique prévu est fixé une bonne fois pour toute.

Par rapport au dogme de l'Européisme, il faut désormais être prêt à des remises en cause, et accepter de revoir la méthode utilisée pour la construction européenne. Depuis le traité de Maastricht, les citoyens, même ceux qui sont très européens, ne s'y retrouvent plus, ne comprennent plus ce qu'il se passe dans l'aventure européenne. Une clarification politique s'impose, fut-elle difficile.

Dans les discours, on se réfère toujours à « l'union sans cesse plus étroite » des peuples européens. La formule est inscrite dans le traité de Rome depuis 1957. Mais Union jusqu'où ? Il faut admettre et accepter que les peuples européens ne fusionneront pas d'ici longtemps, en un seul peuple, malgré des aspirations communes. C'est un non-sens historique de croire ou laisser croire que ce serait possible, que ce serait faisable, dans un temps court. Le peuple européen n'existe pas et ne peut pas exister à échelle humaine, quelque soient les évolutions géopolitiques et géostratégiques. Le citoyen européen n'existe pas non plus. Certes il existe des citoyens nationaux (roumains, français, allemands, belges, néerlandais, polonais, hongrois, etc....) qui s'intéressent à l'Union européenne et qui sont sensibles à l'idéal européen. Cela est très différent.

Même si certains utopistes en ont rêvé, aucun des peuples d'Europe ne souhaite être fusionné dans un même peuple européen indifférencié. Aucun des peuples d'Europe ne veut perdre son identité propre, ce qui est bien normal. Il est évident à ce jour, que l'on ne créera pas une fédération européenne au sens strict, dans laquelle les Etats-nations, comme la Roumanie ou la France ou l'Allemagne, seraient amenées à disparaître. Ce n'est pas pensable raisonnablement et ce n'est pas acceptable. Et pourtant c'était bien le projet et l'intention du traité sur La Constitution européenne que d'imposer ce choix, de manière lente, discrète mais irréversible. C'est bien pour cela que certains peuples dont le peuple français ont rejeté un tel texte.

**

*

En guise de conclusion...

Désormais beaucoup d'excès marquent le débat européen. Devant la fureur du monde, l'Europe ne doit pas se tromper d'époque, l'Europe ne doit pas se tromper de modèle, l'Europe ne doit pas se tromper de stratégie.

Construction européenne, union, intégration, élargissement, approfondissement. Les mots sont nombreux pour exprimer la mise en œuvre de l'idée européenne. Il en est un, peu souvent cité qui a ma préférence : le mot association. Association européenne plutôt qu'intégration européenne. L'idée d'association

qui additionne, plutôt que l'idée d'intégration qui absorbe. Alors le modèle géopolitique apparaît : une Europe plurielle riche de son immense diversité plutôt qu'une Europe monolithique coupée de ses racines et de son patrimoine. Cultivons l'idéal européen sans la dogmatique européiste.

Comme Raymond Aron, soyons vigilants à l'encontre de tout aveuglement. Il stigmatisait en son temps l'opium des intellectuels à travers l'idéologie soviétique. Pour notre temps, n'existe-t-il pas de même un opium des technocrates à travers l'idéologie fédéraliste ?

Comme Nicolae Titulescu, soyons persuadés que la politique se fait avec les peuples et pour les peuples. C'est ce que, en d'autres termes, on appelle la souveraineté populaire, seule légitimité de l'action politique.

Au demeurant, et pour longtemps l'Europe reste un concept géopolitique et géostratégique complexe. L'idéal européen est un défi humaniste sans précédent pour les peuples d'Europe, un enjeu vital pour l'ensemble des pays d'Europe. Et le monde même n'en restera pas indifférent.

**

*